

UM 16

MOTION DE SOLIDARITE

Les journalistes du monde entier, réunis dans la ville d'Angers (France), lors du 29e Congrès mondial de la FIJ - Fédération internationale des journalistes - souhaitent, à la demande de son syndicat membre au Brésil (FENAJ - Federação Nacional dos Jornalistas) informer le public au sujet de la crise politique au Brésil et en dénoncer la gravité.

La démocratie au Brésil, durement gagnée dans un passé récent, est à nouveau menacée. Une tentative de coup d'état est en cours actuellement, orchestrée par des forces politiques réactionnaires, avec la participation du pouvoir judiciaire, du parlement et de grands groupes médiatiques.

La Présidente Dilma Rousseff pourrait être victime d'une destitution (impeachment) sans avoir commis aucun crime engageant sa responsabilité en vertu de la Constitution et sans qu'il n'y ait aucune allégation de corruption contre elle.

FENAJ a publiquement dénoncé que la démocratie et les vrais intérêts de la population brésilienne sont menacés et qu'il faut réagir face aux tentatives autoritaires visant à une rupture institutionnelle de la démocratie, qui correspondent clairement à un coup d'Etat politique.

La Fédération des journalistes du Brésil a également signalé que la plus grande partie de la presse brésilienne a renoncé à la tâche importante et essentielle de l'exercice d'un journalisme de qualité pour se comporter comme un parti d'opposition au gouvernement central, imposant aux journalistes sa ligne politique.

Dans sa campagne pour vaincre le parti au pouvoir, ce secteur des médias assume le rôle de se mettre au service de la manipulation de l'opinion publique pour légitimer le coup d'Etat. Le comportement de ces entreprises a même conduit à des actes de violence contre les journalistes.

FENAJ a condamné à plusieurs reprises le *spectacle* médiatique qui

désinforme plutôt que d'informer, compromettant l'engagement éthique de la profession, qui est la recherche de la vérité, et causant de graves dommages à l'exercice de la citoyenneté.

L'entité représentant les journalistes brésiliens a constamment adressé des communiqués à l'ensemble des journalistes en défense de la responsabilité éthique du journalisme. Les journalistes (volontairement ou non) sont au centre de la crise politique brésilienne, en raison du rôle idéologique pris par les médias. Par conséquent, les journalistes ne peuvent sortir de l'exercice leur fonction, qui est de produire des informations de qualité pour la société.

Compte tenu de la gravité de la situation, la FIJ et ses syndicats membres réitèrent leur engagement pour la défense de la démocratie, de l'État de droit démocratique et de la liberté de la presse, et demandent à ses affiliés de faire de même. Elle exprime son soutien complet aux journalistes et à la société brésilienne dans leur combat contre la tentative de coup d'état en cours au Brésil, avec la certitude que nous partageons les mêmes idéaux de démocratie, de justice et de liberté.